



"LA VERITE" A 2 ANS

qui, sous une forme quelconque, essayaient de se défendre contre la politique d'exploitation et de spoliation dictée par le Kremlin. Les bureaucrates de Moscou n'ont pas été intéressés au socialisme, mais à ses privilèges et pour renforcer ceux-ci, elle ne songe qu'à pomper les pays du glaciais tout comme elle utilise le mouvement ouvrier mondial. Il ne peut y avoir par suite d'interruption dans les succès qu'onques se trouve placé au pouvoir, en même temps qu'il veut appliquer la politique du Kremlin, subit à son tour la pression des masses du pays et il lui est difficile de ne pas chercher à composer, fut-il le dernier des bureaucrates. Le tableau de chasse ministériel en Bulgarie d'une élite floquante razi une bonne douzaine de ministres ont déjà été mis à l'ombre, ainsi qu'un maréchal soviétique d'origine bulgare, Koniov, et si l'on en croit les informations yougoslaves sur la Bulgarie (qui se sont généralement révélées très exactes), le pouvoir y est depuis plusieurs semaines exercé effectivement par le maréchal soviétique Boulganine.

A force d'épurer, on finit par manquer de personnel. En Pologne, depuis quinze mois, Bierut remplit deux fonctions — la présidence de la République et le Secrétariat général du Parti ouvrier. Ainsi dans un pays d'une population sensiblement égale à celle de la France, Staline n'avait pas trouvé, lors de l'élimination de Gomułka et de la crise qui s'ensuivit, deux hommes ASSEZ SURS pour remplir chacune de ces fonctions. En quinze mois, les deux hommes ont été remplacés par deux autres hommes, ce qui prouve que Staline n'avait pas trouvé, lors de l'élimination de Gomułka et de la crise qui s'ensuivit, deux hommes ASSEZ SURS pour remplir chacune de ces fonctions. En quinze mois, les deux hommes ont été remplacés par deux autres hommes, ce qui prouve que Staline n'avait pas trouvé, lors de l'élimination de Gomułka et de la crise qui s'ensuivit, deux hommes ASSEZ SURS pour remplir chacune de ces fonctions.

Mais cette mesure odieuse de la bureaucratie du Kremlin n'est pas un signe de force, tout au contraire. La rébellion yougoslave est un phare pour les ouvriers et les paysans de tout le glaciais. La victoire militaire avait donné un répit nouveau au régime de Staline. Les signes de crise s'amorcent. Staline ne peut compter autant de maréchaux qu'il voudrait pour faire régner l'ordre à Varsovie et ailleurs. L'heure de ses succès est dépassée. Pierre FRANK.

L'IMMIGRATION de la faim

(Suite de la 1<sup>re</sup> page) culture. Mais ces obstacles ne rendent-ils pas d'autant plus impérieux l'utilisation optimale, la plus rationnelle des régions fertiles afin de pouvoir faire face à l'augmentation de la population de 120.000 êtres par an? Or, tout a été mis en œuvre pour maintenir à un niveau très bas le rendement des terres exploitées par les indigènes. La culture des céréales, laisse de l'alimentation au lieu d'être développée, est en continue régression depuis bien avant la guerre. La fameuse œuvre de la colonisation tend en fait à transformer toute la population indigène en une immense sous-prolétariat de manœuvres hors à faire tout et rien, à créer une vaste armée de mendiants perpétuels. Cette œuvre commença, on le sait, par une confiscation massive des terres appartenant aux indigènes, bouleversant tout l'équilibre de la société.

Deux chiffres suffisent pour indiquer la situation des paysans algériens:

- MOINS DE 75.000 EUROPEENS DETIENNENT PLUS DES TROIS DIXIEMES DE LA PROPRETÉ FONCIERE.
- 2.100.000 MUSULMANS SE PARTAGENT LES SEPT-DIXIEMES RESTANTS.

La grande majorité des paysans ne possèdent pas plus d'un à trois hectares, d'une terre rocailleuse, mal exposée, qui ne peut les nourrir. La statistique nous apprend que DEUX MILLIONS DE PETITS PAYSANS N'ONT DETIENNENT QUE 18 % DES TERRES CULTIVABLES, alors que 1.175 gros propriétaires possèdent A EUX SEULS 87 % DES TERRES.

Faut-il s'étonner, dans ces conditions, que 60 % des familles rurales soient absolument indigentes? Près de 600.000 familles rurales ne possèdent aucune terre. Le salaire moyen de l'ouvrier agricole est actuellement de 200 à 250 francs par jour sans autre avantage. Chacun sait que cet ouvrier ne travaille pas toute l'année et les prix en Algérie sont très proches de ceux de la métropole (le pain y vaut 40 francs le kilo).

Tennallées par la faim, les masses rurales prolétaires affluèrent vers les villes où règne le chômage endémique. Elles y furent désarmées et contineront à souffrir de la faim, car l'impérialisme s'oppose à la cré-

NOUVELLE OFFENSIVE CONTRE LES OUVRIERS DISSOLUTION ET REFORME ELECTORALE

RIEN n'est réglé: la crise se poursuit avec tous ses aspects de crise fondamentale du régime.

Les difficultés de Bidault sur la question des salaires, de la guerre du Viet-Nam et de l'équilibre économique en sont la confirmation. Aussi chaque jour de nouveaux représentants de la bourgeoisie se rallient à la seule solution possible: la dissolution de l'Assemblée préparée par l'adoption d'une réforme électorale, permettant une majorité qui passera résolument aux mesures anti-ouvrières.

Le scrutin d'arrondissement, contre lequel les partis ouvriers ont toujours traditionnellement lutté, donne à la bourgeoisie la possibilité de fausser la représentation du pays. En effet, les députés ne sont pas représentés et le découpage en circonscription a pour résultat d'envoyer à la Chambre des élus représentant des nombres fort différents d'électeurs, les circonscriptions ouvrières étant toujours défavorisées. Quand il faut quelques milliers de voix pour être un député à Passy ou à Cannes, il en faut quelques dizaines de millions à Lille ou à Mialmont.

Paul Reynaud (qui n'a pas voté pour Bidault) s'est prononcé avec éclat pour la dissolution. Le R.R.F., qui tient à éliminer le plus possible l'expression des voix ouvrières et à qui en conséquence les idées de dissolution et de réforme électorale sont chères, a appuyé et allié au scrutin d'arrondissement le Parti Radical tendra ses assises le 19 novembre, à Toulouse. Il se prononcera probablement pour la réforme électorale. En effet, Daladier et Monerville se querellent pour savoir si la dissolution doit suivre ou précéder une révision de la Constitution. On ne saurait pour passer de la proportionnelle au scrutin d'arrondissement. Grâce à ce scrutin qui ouvre toutes les portes au traficage du second tour, les grands spécialistes du maquignonnage électorale que sont les radicaux, espèrent redorer un blason qui en a bien besoin.

Au M.R.P. on est plus circonspect. Dissolution: c'est à voir; mais réforme électorale, attention! L'accord n'arrivant pas à se réaliser à propos des avantages ou inconvénients qui pourraient résulter du nouveau scrutin, une majorité continue de s'affirmer pour le maintien de la proportionnelle.

Le Parti Socialiste décide de sa position sur la dissolution et la réforme électorale dans son Congrès extraordinaire de décembre. Sur ces questions, les principes ne comptent plus à la S.F.I.O. Quels avantages électoraux peut-on retirer de telle ou telle combinaison, la est toute la question. Ce qui est sûr, c'est que le scrutin d'arrondissement (qui n'a pas été voté par le dernier Conseil National) déclarait que: « dans le cadre de la loi électorale actuelle et dans l'état de l'opinion publique la dissolution n'apporierait aucune solution valable. » Et De Gaulle confirme encore plus clairement: « mais pour l'instant nous ne sommes pas prêtés matériellement et idéologiquement à affronter une grande bataille électorale. »

Les dirigeants stalinistes se prononcent fermement pour le maintien du scrutin actuel mais n'envoient pas d'un mauvais œil la dissolution. Ils voient dans une nouvelle bataille électorale la possibilité de poursuivre une agitation favorable aux manœuvres diplomatiques du Kremlin. Sur ce terrain ils se sentent à l'abri de tout débordement révolutionnaire et espèrent, par le maintien et peut-être le renforcement de leurs voix, faire la démonstration que « la France ne peut être gouvernée sans participation communiste. »

Dissolution et réforme électorale font partie de l'offensive générale de la bourgeoisie contre la classe ouvrière.

Pour répondre efficacement, la classe ouvrière doit s'unir. C'est en unissant ses forces dans les comités et comités pour défendre son niveau de vie, pour stopper le chômage, pour empêcher la préparation d'une nouvelle guerre qu'elle peut gagner des victoires décisives.

C'est par ses luttes dans les usines et les chantiers qu'elle peut empêcher la constitution d'une chambre où dominent les représentants réactionnaires et la formation d'un pouvoir fort.

C'est par ses luttes dans les usines et les chantiers qu'elle peut s'opposer au scrutin majoritaire à deux tours et exiger l'application d'une proportionnelle intégrale. C'est par son action révolutionnaire qu'elle pourra renverser le capitalisme et instaurer son pouvoir, ten d'une proportionnelle intégrale.

Un d'une industrie qui, seule, pourrait sortir le pays d'une misère sordide. L'Algérie sans industrie, ce sont des générations sans emploi.

Non, ce n'est pas par plaisir qu'ils sont venus en France, ces immigrés. L'impérialisme a si bien fait des choses qu'ils ne peuvent vivre dans leur pays. Ils y perdent tout juste croquer leur propre tombe et celle de leur famille, s'il leur en reste la force. Il ne leur reste qu'un choix: s'expatrier ou mourir. (à suivre)

« LA VERITE » ne se trouve plus dans les kiosques. Si tu veux être assuré de la lire régulièrement, CAMARADE, ABONNE-TOI PRIX DE L'ABONNEMENT 1 an (24 num.): France 200 fr. 1 an: Colonies, par avion: Afrique du Nord ..... 300 fr. A. O. F. .... 440 fr. Indochine ..... 650 fr. 1 an: Etranger ..... 350 fr

Au moment où paraît ce numéro, nous célébrons le 2<sup>e</sup> anniversaire de « La Vérité » par une grande fête à la Mutualité. En fait, pour des raisons techniques, la commémoration a un peu de retard, car c'est en août 1929 que parut le premier numéro de « La Vérité », organe de l'opposition communiste de gauche. A cette époque, le P.C. — qui était en-



Premier Mai de préparation à la grève générale contre la relève

UN SEMINAIRE GENERAL DONT DEBATS ET LECTIONS A LA MUTUALITE LE 1er MAI A 10 HEURES. URGENT: LE 1er MAI A 10 HEURES.

core un parti révolutionnaire — était lancé dans une politique aventureuse, dite de la « 3<sup>e</sup> période »; pas de front unique; les militants socialistes — ceux de base y compris — n'étaient que des « sociaux-fascistes ». Le résultat en fut un effondrement: il ne restait que 2 ou 3.000 membres dans toute la Région Parisienne (Paris, Seine et Seine-et-Oise inclus). En même temps, les divers groupes d'opposition qui s'étaient formés depuis 1924 étaient eux aussi en dislocation politique et organisation-

nelle. Dans ce désarroi général, quelques militants se tournèrent vers Trotsky qui avait été expulsé d'U.R.S.S. par Staline et qui venait d'arriver en Turquie. C'est sur l'impulsion directe de Trotsky que se forma ainsi l'équipe qui lança « La Vérité », équipe de laquelle reste parmi nous Pierre Frank. Et « La Vérité » commença à paraître avec une collaboration très régulière de Trotsky, une collaboration qui, compte tenu de la distance, ressemblait fort à une véritable direction politique.

« La Vérité », dès le début, remplit une tâche importante. Elle commença à effectuer un regroupement sur un programme clair d'une opposition de gauche non seulement dans le P.C. de France, mais aussi dans toute l'Internationale. « La Vérité » fut l'instrument le plus important grâce auquel Trotsky put éduquer toute une série de cadres communistes à travers le monde.

Mais « La Vérité » fut plus que cela. Elle fut, dès le début, une arme de lutte anti-impérialiste au service des peuples opprimés. Depuis la solidarité envers la révolte de Yen-Bai à la lutte actuelle contre la guerre d'Indochine, « La Vérité » n'a jamais flanché.

Enfin et surtout, « La Vérité » a été une arme de la lutte de la classe ouvrière de France, depuis son soutien des grèves des mineurs et du textile des années 1930 aux grandes luttes des dernières années, en passant par les grandes batailles de 1934 contre le fascisme. On ne sait généralement pas que, dans cette semaine du 6 au 12 février, « La Vérité » parut quatre soirs de suite.

POUR LE 70<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE STALINE UN CADEAU DE LENINE

Au moment où l'humanité invite chaque communiste à chanter une fois de plus les louanges de Staline, nous publions les deux dernières notes que Lévine, déjà déjanté du travail quotidien par la maladie, adressa au Comité Central du parti bolchevique. Ces documents, généralement connus comme le « testament de Lévine », furent lus à l'Assemblée de Zampeller, seulement que l'épisode d'Octobre de Zinoviev et de Kamenev n'a évidemment pas été occasionnel, mais qu'il ne peut guère plus leur être personnellement reproché que le non-bolchevisme au camarade Trotsky.

Ces traits caractéristiques des deux chefs les plus marquants du Comité Central actuel peuvent involontairement conduire à la scission; si notre Parti ne prend pas les mesures pour la prévenir, cette scission peut se produire inopinément.

Je ne vais pas ensuite caractériser les autres membres du Comité Central d'après leurs qualités personnelles. Je rappellerai seulement que l'épisode d'Octobre de Zinoviev et de Kamenev n'a évidemment pas été occasionnel, mais qu'il ne peut guère plus leur être personnellement reproché que le non-bolchevisme au camarade Trotsky.

Quant aux jeunes membres du Comité Central, je veux dire quelques mots de Boukharine et de Piatakov. Ils sont, à mon avis, les plus marquants parmi les forces jeunes et il faut, à leur égard, avoir en vue ce qui suit: Boukharine n'est pas seulement le plus précieux et le plus fort théoricien du Parti, et aussi légitimement considéré comme le préféré de tout le Parti, mais ses conceptions théoriques ne peuvent être considérées comme vraiment marxistes qu'avec le plus grand doute, car il y a en lui quelque chose de socialiste (il n'a jamais appris et je crois qu'il n'a jamais compris vraiment la dialectique).

Piatakov est incontestablement un homme de volonté et de capacité les plus éminentes; mais il incline trop à l'administration et au caractère administratif des choses pour qu'on puisse s'en remettre à lui dans une question politique sérieuse. Evidemment, l'une et l'autre remarques sont faites par moi seulement pour le moment présent, et à supposer que ces deux travailleurs éminents et dévoués ne trouvent l'occasion de compléter leurs connaissances et de modifier ce qu'ils ont en eux d'unilatéral.

(25 décembre 1922).

« Staline est trop brutal et ce défaut, pleinement supportable dans les relations entre nous, communistes, devient intolérable dans la fonction de Secrétaire général. C'est pourquoi je propose aux camarades de réfléchir au moyen d'écarter Staline de ce poste et de nommer à sa place un homme qui, sous tous les rapports, se distingue du camarade Staline par une supériorité, c'est-à-dire qui soit plus patient, plus loyal, plus poli et plus attentif envers les camarades, moins capricieux, etc. Cette circonstance peut paraître une bagatelle insignifiante, mais je pense que pour se préserver de la scission et du point de vue de ce que j'ai écrit plus haut des rapports mutuels entre Staline et Trotsky, ce n'est pas une bagatelle, à moins que ce soit une bagatelle pouvant acquiescer une importance capitale. (4 janvier 1923).

(1) Allusion à une partie des notes inédites concernant l'organisation économique. — N.D.L.R. Le gerant: Julio Ing. spec. de "La Verite"

alant la classe ouvrière parisienne contre les bandes fascistes. Malgré bien des insuffisances, malgré bien des défauts, par sa triple tâche d'éducateur des militants, de propagandiste et d'organisateur du parti révolutionnaire, il est certain que « La Vérité » constitue depuis 20 ans une importante arme de lutte du prolétariat dans le monde et la principale arme de la lutte des classes en France — et ce, malgré son tirage et son format réduits.

D'ailleurs, les vicissitudes de « La Vérité » ont le plus souvent résulté de très près celles du développement de l'avant-garde révolutionnaire. De 1929 à 1935, que de variations dans le format que d'irrégularités dans la parution! Après 1935, il y aura un tout, celui de la période où les trotskystes français sont divisés, où le fascisme et la guerre s'approchent et broient le mouvement ouvrier. 1940-41, dans la clandestinité, Marcel Hite — qui devait mourir au camp de Dora — relance « La Vérité ». C'est la période des nombreux illégaux, c'est la période de la lutte avec la libération. Il faut dire une bataille en 1946 pour arracher au gouvernement tripartite — et contre l'opposition des ministres staliniens — la légalisation de « La Vérité ». Mais les mauvais jours ne sont pas finis. 1948, la crise du P.C.I., le départ d'une aile opportuniste dans l'aventure du R.D.R., qui vient de s'achever si péniblement, entraînant une interruption de plusieurs mois. Avec le concours de toute l'Internationale, « La Vérité » redémarrera, et, depuis plus d'un an, paraît très modestement, mais régulièrement.

En 1929, le titre de notre journal fut justifié par ces mots: « Le mouvement ouvrier a besoin d'une cure de vérité. » 20 ans ont passé et, hélas! il faut administrer au mouvement ouvrier une cure de vérité plus forte que jamais. Dans ces 20 ans, « La Vérité », dans des difficultés innombrables, a marqué avant tout et surtout la rectitude de l'orientation révolutionnaire. « La Vérité » se trouve réduite à une parution bimensuelle quand les exigences de la situation nécessiteraient au minimum un hebdomadaire. Il dépend de tous les amis de « La Vérité » de célébrer son 20<sup>e</sup> anniversaire en faisant de l'année 1950 l'année de sa réparation hebdomadaire.

LE P. C. I. PREPARE SON 6<sup>e</sup> CONGRES COMMENT FONCTIONNE UN PARTI REVOLUTIONNAIRE

A discussion préparatoire pour le VI<sup>e</sup> Congrès National du P.C.I. — qui, nous le rappelons, se tiendra à Paris les 14, 15, 16, 19 janvier prochain — a déjà commencé dans l'organisation. Conformément au plan prévu, les premiers exposés ont porté sur l'examen de l'évolution des pays de l'Est européen et sur la situation économique mondiale et française. La deuxième partie du rapport de politique générale est prévue cette semaine et servira de base à la suite de la discussion.

Tous les militants du Parti seront ainsi appelés à se prononcer sur la politique de leur organisation. Mais c'est ici le moment de rappeler que la démocratie ouvrière n'est pas une simple question formelle. Il nous suffira pour cela d'examiner les méthodes qui prévalent dans les autres organisations ouvrières. Nous verrons ainsi qu'il y a une grande différence.

Dans la social-démocratie, certes, les militants sont appelés à se prononcer sur diverses motions, mais le plus souvent on assiste dans les Congrès à l'élaboration de motions « néo-blanc » dans lesquelles on essaie de concilier l'inconciliable et qui s'expriment plus la véritable pensée de la base du Parti. En outre, depuis 1914, le Comité Directeur n'est plus élu par le parti de travailleurs qui se sont manifestés au Congrès et ne correspond donc même plus à la physionomie politique du Congrès. Mais ce qui est encore plus évident, c'est que la politique du Parti n'est pas décidée par le Comité Directeur, mais bien par le groupe parlementaire. Lorsqu'il y a un conflit, comme cela a été le cas de la dernière crise gouvernementale, le Comité Directeur s'incline. Or il est évident que pour que soit réalisée une véritable démocratie prolétarienne, ce sont les organismes élus par le Congrès et appliquant la politique définie par le Congrès qui doivent être maîtres. A ce sujet, les Statuts de la T.V. Internationale disent nettement que les décisions des Assemblées bourgeoises sont traitées subordonnées aux organismes correspondants du Parti, donc aux décisions du Parti dans son ensemble.

Si nous nous tournons vers le P.C.F., nous pourrions apercevoir de suite que la démocratie ouvrière est aussi inexistante; une seule position est soumise au Congrès, celle du Comité Central. Et il est bien évident que dans une organisation démocratique, aussi importante, les divergences sont inévitables et de fait elles existent. Tous les membres C.C. du P.C.F. n'ont-ils pas été concernés à l'égard de la lutte contre les militants trop nombreux, qui ne croient pas à la ligne de Thorez, à cette ligne qui, en opposition à l'objectif véritable, voit la classe ouvrière marcher de victoire en victoire. Mais ces oppositions, qui, en réalité, sont la majorité des ouvriers du P.C.F., n'ont aucun bulletin interne pour présenter leur point de vue, ne sont pas représentés au C.C., n'ont pas pu s'exprimer à la dernière conférence nationale et ne le pourront pas plus au prochain Congrès. La critique chez les P.C.I. peut être en aucun cas celle des dirigeants. La direction stalinienne brise toute velléité d'opposition. Voilà la conception qu'ont les dirigeants stalinistes français de la centralisation démocratique dont ils se réclament. Nous verrons dans un prochain article ce qu'est véritablement la centralisation démocratique, ce qu'est véritablement la démocratie ouvrière.

# Comment ils défendent les intérêts du capitalisme mondial

Pour organiser leurs marchandises et leurs combines, les capitalistes ont mis sur pied un système compliqué d'assemblées et de réunions internationales. Si les travailleurs n'ont pas le temps de chercher ce qui se cache derrière l'E. C. A., l'O. E. C. E. ou le Conseil de l'Europe, ils n'en comprennent pas moins que les Achenon, les Bevin, les Schuman, les Adenauer sont en train de trafiquer pour défendre les intérêts du capitalisme mondial et préparer la guerre.

Au travers de toutes ces réunions un grand tournant mondial s'amorce qui doit consacrer définitivement l'hégémonie des U. S. A. Depuis la mise en œuvre du plan Marshall, le gouvernement américain a donné à l'Europe plus de 7 milliards de dollars sans aucune contre-partie. Quand les capitalistes américains ont commencé cette injection gratuite de dollars ils ne l'ont pas fait par philanthropie mais par intérêt.

Leurs buts étaient d'empêcher la révolution sociale en arrêtant le déclassement de l'Europe plus de 7 milliards de dollars sans aucune contre-partie. Quand les capitalistes américains ont commencé cette injection gratuite de dollars ils ne l'ont pas fait par philanthropie mais par intérêt. Leurs buts étaient d'empêcher la révolution sociale en arrêtant le déclassement de l'Europe plus de 7 milliards de dollars sans aucune contre-partie.

Or, l'Europe ainsi que nous le rappelons la quinzaine dernière, est corsetée par un dirigisme qui fausse totalement le libre jeu de la loi de l'offre et de la demande puisque les pays européens emploient chacun un système de protection qui surpasse aux droits de douane la licence. Il n'y a pas actuellement en Europe, déclare récemment Hervé Alphan, président du Comité Spécial des Echanges de l'O. E. C. E., un produit qui soit importé sans que soit délivré une licence, sans que soit fixé un montant, le système des licences et le système des accords bilatéraux fonctionnent complètement, à pour conséquence une contraction du commerce.

Les capitalistes européens, qui ont remis sur pied leur économie, avaient envisagé de libérer les échanges en Europe mais ils espéraient le faire de telle façon qu'ils se protégeraient contre la production américaine, qui, avec son faible prix de revient, ne peut que dominer le marché européen. C'est ainsi que le même Hervé Alphan déclarait en août dernier, en parlant de certaines suppressions de contingents : « ses suppressions sont limitées au marché européen, au marché des pays participants (à l'O. E. C. E.) car il serait, pour des raisons de balance des comptes tout à fait impossible de les étendre au delà des pays participants. Mais la manœuvre a échoué : les capitalistes américains qui tiennent la bourgeoisie européenne à la gorge ont fait rejeter toute politique de discrimination à leur égard. Cependant ils ont accepté que se fasse par étapes des unions régionales doivent permettre dans l'immédiat de libérer les échanges entre pays participant à ces unions. La résistance des différentes bourgeoisies européennes et — particulièrement celle de l'Angleterre — conscientes que cette mesure entraînera l'écrasement de leur économie, a contraint l'Amérique à plus de souplesse. Cependant ce régime durera que quelques mois probablement. Mais l'exportation des marchandises n'est qu'une des formes — la plus

secondaire — de l'expansionnisme impérialiste. La reconstitution d'un marché européen et la stabilisation politique de la bourgeoisie européenne (formation de gouvernements de plus en plus à droite) due au recul de la classe ouvrière, constituent actuellement des garanties suffisantes pour l'exportation des capitaux privés américains. La fusion du capital financier américain et du grand capital des pays d'Europe occidentale est en préparation. Cette fusion se fera au détriment des groupes de producteurs les plus faibles et au profit des grands monopoles d'Europe Occidentale. Ainsi la libération des échanges et les investissements de capitaux américains amèneront l'écrasement des pays à faible niveau de productivité mais aussi l'écrasement dans chaque pays des secteurs économiques les moins productifs. L'Allemagne Occidentale, à cause de sa puissance économique (haut niveau de productivité), de l'écrasement du prolétariat allemand et du bas niveau de vie de celui-ci, constitue une pièce maîtresse dans la politique américaine. Les banquiers et gros industriels yankees se servent de l'Allemagne de l'Ouest, comme d'un atout essentiel dans leur conquête de l'Europe, car cette région, la mieux équipée, est entièrement sous leur domination politique.

L'hégémonie américaine ne fera qu'accroître les contradictions inter-impérialistes et hâter la préparation à la guerre, car l'impérialisme est incapable d'unifier l'Europe. La véritable unification impliquerait la planification des productions ou l'impérialisme peut tout juste apporter des remèdes techniques, financiers et commerciaux. C'est seulement dans les cadres des Etats-Unis Socialistes Soviétiques d'Europe que se trouve la solution à l'unification européenne. Mais la constitution de ces Etats Unis implique le renversement préalable du capitalisme. L'Europe de l'Ouest, où domine l'influence russe, aurait pu servir d'exemple pour montrer ce que pourrait être une véritable unification européenne si le Kremlin au lieu de maintenir des rapports capitalistes avec et entre les pays de « démocratie populaire », au lieu de renforcer encore les barrières nationales, au lieu de favoriser l'exploitation des pays les plus pauvres par les plus riches, au lieu d'imposer à chacun de ceux-ci de lourds tributs, avait œuvré à la constitution d'une fédération balkano-danubienne, respectant l'autonomie politique et culturelle des pays intéressés, mais planifiant et unifiant la production de leurs économies. Le Kremlin, par sa politique de pillage et de discrimination, n'a fait que discréditer auprès des masses ouvrières la notion même d'Etats Unis d'Europe. Michèle MESTRE.

Vient de paraître:  
Le numéro d'octobre-novembre de « QUATRIEME INTERNATIONALE »  
Au sommaire:  
Editorial: A la recherche d'un parigable impossible.  
P. Frank: Le Procès Rajk.  
M. Pablo: L'évolution du P.C. Yougoslave.  
La trahison des partisans grecs.  
Hsieh-Yuh: Perspectives du stalinisme chinois.  
E. Germain: Eparation de l'intelligence soviétique.  
S. Munier: Le Moyen-Orient depuis la guerre de Palestine.  
Le numéro: 60 francs

SERVICE D'ÉDITION et de LIBRAIRIE

Le S.E.I. diffuse, à titre de documentation, les brochures éditées par le Service d'Information Yougoslave en français.

Nous conseillons particulièrement:

- Rapport politique du C.C. présenté au V<sup>e</sup> Congrès du P.C. Yougoslave, par Tito. . . . . Fr. 70
- La politique extérieure de la Yougoslavie. . . . . Fr. 30
- Le Parti Communiste de Yougoslavie dans la lutte pour la Yougoslavie nouvelle, par Kardelj. . . . . Fr. 50
- Les rapports économiques entre pays socialistes, par M. Popovitch. . . . . Fr. 50

# SOLIDARITÉ AVEC LES DOCKERS

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)  
20 heures sans interruption, soit 16 h ! Ils ont refusé de travailler dans ces conditions. Mais Messieurs les planteurs n'entendaient pas de cette oreille. Ils les font aligner et, une rafale de mitraillette: 7 morts dont des femmes enceintes et 9 blessés.

Le recruteur de cette plantation, Dinh-Van-Quê, originaire de Hué, a été arrêté. Le reste des coolies ont été ramenés à Saigon pour identification. Il n'est pas sans intérêt de grand étonnement pour pronostiquer le dénouement de cette affaire d'assassinat dont sont cotermes les capitalistes coloniaux. Tous ces travailleurs seraient des « Viet-Minh », tant ce nom justifie toutes les atrocités qui se perpétuent chaque jour au Viet-Nam. Un certain nombre de ces travailleurs violent au large pour activités rebelles. Pour le gouverneur d'autres travailleurs qui se refusent à se laisser sucer jusqu'à la moelle pour remplir la Caisse de la Banque de l'Indochine.

(\*) Il s'agit de la monnaie ayant cours en Indochine.

Les dockers du port de Marseille ont refusé de charger le matériel de guerre à bord du « Cap-Touraine » qui devait partir le 14 no-

vembre pour l'Indochine. Toutes les marchandises qui n'étaient pas destinées à la poursuite de la guerre du Viet-Nam ont été embarquées, mais le reste est resté sur le quai.

De leur côté, les dockers d'Alger ont également décidé de cesser de charger les bateaux en partance pour le Viet-Nam.

Les dockers ne peuvent être laissés seuls dans la lutte. Toute la classe ouvrière doit soutenir leur action.

Dans les usines et les quartiers, il faut que les travailleurs, quelle que soit leur appartenance syndicale ou politique, organisent leurs Comités de lutte contre la guerre du Viet-Nam.

Il faut préparer des conférences régionales et nationales de lutte contre la guerre du Viet-Nam où tous ces Comités seront représentés et où aura envisagé concrètement l'action de tous les travailleurs.

Pour arrêter la guerre du Viet-Nam, mais aussi pour lutter contre la nouvelle guerre mondiale que prépare l'impérialisme, ces actions se préparent autrement plus efficaces que tous les Congrès de la Paix.

# Les initiatives de David Rousset Saltimbanque de la politique

Rousset n'aime pas qu'on l'oublie. Dès que la chronique se lasse des extravagances de ce saltimbanque de la politique, le célèbre auteur enfonce un nouveau dada.

En 1945, à sa sortie des camps d'Allemagne, il écrit un document ayant des révolutions à « comprendre » le rôle « progressif » du stalinisme et à lui accorder un « appui critique ».

Peu après, il échafaudait à la hâte « Le Rassemblement Démocratique Révolutionnaire », espoir suprême des révolutionnaires anti-staliniens et découvrit « la démocratie américaine ».

Toujours sous le coup de cette inspiration d'outre-Atlantique, il organisa la « Journée contre la guerre et la dictature » qui permit à des vedettes de l'expansion américaine à la Compton de brandir la menace de la bombe atomique comme argument suprême en faveur de la paix américaine.

Il faut savoir ce que coûte les victimes de la réaction stalinienne. Aussitôt Mauriac, Remy Roure, le RP, Ripet, « l'Aurore » et autres âmes sensibles et impartiales accourent à la rescousse. Aurait-on pu compromettre davantage une

telle initiative visant à faire la lumière sur ce qui se passe effectivement dans les camps soviétiques, qu'en la présentant à la manière de Rousset ?

Les stalinistes se frottent déjà les mains. De deux choses l'une:

Ou l'on part d'un point de vue bourgeois libéral pour se laisser aller à l'opinion publique en général, et dans ce cas, vouloir mobiliser celle-ci contre les camps soviétiques, en pleine « guerre froide », signifie la mobiliser, comme Claude Bourdet l'a très bien compris dans ses articles de « Combat » des 14 et 16 novembre, contre l'Union Soviétique et contre le communisme.

Ou l'on considère l'affaire d'un point de vue prolétarien, et dans ce cas il faut appuyer la constitution d'une Commission DEMOCRATIQUE ELUE par les seules organisations politiques et syndicales ouvrières, qui enquêtera sur les camps soviétiques et rapportera devant la classe ouvrière ses conclusions.

Dans le premier cas, l'enquête ne peut pas se limiter à l'U.R.S.S. mais doit s'étendre également à tous les pays capitalistes de régime autoritaire et aux colonies, en commençant par les pays asiatiques appartenant les enquêteurs.

Dans le deuxième cas, la justification d'une enquête prolétarienne en U.R.S.S. se base sur le fait que les dirigeants de celle-ci déclarent avoir édifié un régime socialiste, qui naturellement est incompatible avec l'existence des camps de concentration.

# OU VA LA YUGOSLAVIE (10)

# L'ÉVOLUTION IDÉOLOGIQUE du Parti Communiste Yougoslave

Déterminé par son origine révolutionnaire, le nouvel Etat yougoslave est le seul Etat du bloc qui ait résisté à la subordination imposée par Moscou. Après plus de dix mois d'hésitations et d'une attitude de défense passive contre les accusations du Kominform, le P.C.Y. sous la conduite révolutionnaire de Moscou, n'est devenu confident de reporter et d'appuyer une clarification idéologique sur un certain nombre de problèmes fondamentaux: droit des nationalités et des nations, dénonciation du caractère contre-révolutionnaire de la politique de Staline et de la subordination des partis communistes, ébauche d'une conception de la démocratie en U.R.S.S., réaffirmation du rôle révolutionnaire du prolétariat.

pour la contre-révolution et non pas pour la victoire du socialisme dans le monde » (Pijade).

L'abandon de l'internationalisme par la bureaucratie stalinienne est-elle la condamnation de l'internationalisme révolutionnaire? Non; pas plus que la dégradation de l'U.R.S.S. n'est la condamnation d'Octobre 1917, pas plus que la contre-révolution n'est la condamnation de la révolution!

Ce chauvinisme grand-étatique, dit plus loin Pijade, « fait partie d'une nouvelle ligne idéologique, qui constitue une déviation de la ligne même du marxisme-léninisme, source de révolutions qui s'est emparée de tous les domaines de la vie pratique et théorique ».

Pour nous, trotskystes, le chauvinisme de la bureaucratie russe, la déviation de base du stalinisme s'exprime dans la « théorie » antihumaniste et antiléniniste du SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS. Staline a tenu à la mode cette vieille conception de la petite bourgeoisie socialiste pour couvrir son abandon de l'internationalisme, puis ses crimes contre la Révolution.

Dans de prochains articles, nous analyserons l'attitude du P.C.Y. dans la question du SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS. Nous essaierons de montrer que s'il est vrai que le P.C.Y. se réclame encore de cette « théorie », il y a dans sa position de beaucoup plus de confusion que de ressemblance avec la « théorie » stalinienne.

Cette confusion ne doit pas nous faire perdre de vue l'essentiel: le SENS de l'évolution idéologique du P.C.Y., évolution qui a commencé que depuis quelques mois. Partant de son propre point de parti existant, mis en mouvement par sa propre expérience, le parti a su répondre à de nombreux problèmes en se référant aux bases principales du marxisme; ceci l'a mené tout naturellement à se rapprocher sur plusieurs points des analyses que les trotskystes ont apportées.

# Le P.C.Y. et la défense de l'U.R.S.S.

Sur un autre point de grande importance, le P.C.Y. a pris une position juste: LA

DEFENSE DE L'U.R.S.S. Au moment même où Staline — en s'efforçant de livrer la Yougoslavie à l'impérialisme pour sauver le monolithisme de son appareil — démontre le peu de cas qu'il fait de la défense de l'U.R.S.S.; au moment même où le P.C.Y. subit les attaques les plus monstrueuses, il proclame de façon inlassable sa volonté de défendre l'U.R.S.S. contre l'impérialisme, en dépit de Staline.

Il prouve que la défense de l'U.R.S.S. passe par la marche en avant de la révolution en Yougoslavie et ailleurs, et non par les ukases du Gauleiter Rokossovsky.

# Du procès de Budapest aux procès de Moscou

Le ressemblance frappante entre le procès de Budapest et les procès de Moscou n'a pas échappé aux dirigeants yougoslaves. « Le procès actuel, écrit Pijade, rappelle surtout les procès de 1936 en Union Soviétique, dont les metteurs en scène, servis par leur riche expérience, ont pu aider également à l'arrangement de la parodie judiciaire de Budapest... Et maintenant le procès d'Alors (Néjinski, NDLR) élargi devenu ministre des Affaires étrangères, ce ne peut être que le procès de l'Union internationale et devient un article d'explication ».

Ce rapprochement s'impose, en effet. Il démontre à coup sûr que la dégradation de la direction russe n'a pas commencé en 1948, avec l'attaque contre la Yougoslavie, mais pour le moins à partir de 1936. Comment alors ne pas se poser la question: quelle fut le rôle de cette direction russe dégradée dans la défaite du mouvement de juin 1936 en France et de la Révolution Espagnole de 1936-1938 ?

En fait, cette dégradation n'a pas commencé en 1936 mais bien plus tôt: c'est Pijade qui l'écrivit dans « l'Étoile » (6 octobre): « Depuis le jour même où on a proclamé que le trotskisme a cessé d'être un courant dans le mouvement ouvrier et qu'il est devenu l'agence du fascisme, depuis ce jour-là, et particulièrement après la deuxième guerre

mondiale, toute pensée qui n'est pas en accord avec les penées des dirigeants stalinistes est déclarée trotskiste sans forme d'agence fasciste. De cette façon, il ne reste que l'extermination physique et le bûcher pour les sorciers, toute discussion étant exclue. »

Or c'est en 1927 que Thiermidt, triumphant, dépista Trotsky et déclara que le trotskisme n'était plus « un courant du mouvement ouvrier »; c'est donc en 1927 que la démocratie dans le parti bolchevik a été annihilée, à la lumière de cette appréciation.

Comment ne pas se demander quel fut le rôle de la direction stalinienne dans la défaite sanglante de la révolution chinoise (1927) et dans le terrible écrasement du prolétariat allemand par Hitler (1933)? L'histoire est exigeante et il faudra aborder théoriquement ces questions aussi. Il ne suffit pas d'affirmer comme Tito et nous savons (?) quels dommages (P.Y. a causés Trotsky, nous savons que son attitude a été condamné à JUSTE TITRE AU POINT DE VUE IDÉOLOGIQUE COMME NUISIBLE ». Cela ne suffit pas, car Trotsky et la IV<sup>e</sup> Internationale ont jusqu'à présent donné la seule explication théorique ET de ces défaites ouvrières ET de la dégradation de l'U.R.S.S. On peut être POUR ou CONTRE cette explication, on ne peut l'ignorer.

# Une lettre

Staline, voulant effrayer le P.C.Y., le plaça dès le 27 mai 1948 devant le dilemme: soumettez-vous ou nous vous considérerons comme trotskystes.

« Il n'est pas inutile, écrivait-il au P.C.Y., de rappeler qu'avant d'être déclaré la guerre au Parti communiste bolchevik de l'U.R.S.S., Trotsky avait commencé, lui aussi, par accuser le Parti de dégradation, de nationalisme étroit et de chauvinisme grand-étatique. »

Pijade, citant cette lettre, déclare que l'accusation était une invention, que « personne ne pensait, à l'époque, à la dégradation du Parti bolchevik... » Et il reconnaît: « Nous ne trouvons pas avec d'intérêt à réfléchir sur certains faits qui se manifestent en U.R.S.S., ne leur accordant pas l'importance qu'ils méritent. »

Aujourd'hui, il est clair que c'est de l'intérêt vital du prolétariat du P.C.Y. que c'est l'intérêt vital du prolétariat yougoslave et du prolétariat mondial que de réfléchir profondément non plus sur « certains faits », mais sur l'ensemble des faits qui se manifestent en U.R.S.S. depuis 25 ans!

(A suivre) FAVRE.

# RESUME

Déterminé par son origine révolutionnaire, le nouvel Etat yougoslave est le seul Etat du bloc qui ait résisté à la subordination imposée par Moscou. Après plus de dix mois d'hésitations et d'une attitude de défense passive contre les accusations du Kominform, le P.C.Y. sous la conduite révolutionnaire de Moscou, n'est devenu confident de reporter et d'appuyer une clarification idéologique sur un certain nombre de problèmes fondamentaux: droit des nationalités et des nations, dénonciation du caractère contre-révolutionnaire de la politique de Staline et de la subordination des partis communistes, ébauche d'une conception de la démocratie en U.R.S.S., réaffirmation du rôle révolutionnaire du prolétariat.

# L'Internationale et l'Internationalisme

La position du P.C.Y. en cette matière est marquée de confusion et de contradictions. C'est ainsi que DJILAS, chef de la délégation yougoslave au IGNU, affirmait dans une interview (6 novembre 1949): « La Yougoslavie est résolument contre la création d'une nouvelle Internationale communiste ou d'une Internationale semblable. »

Si cette déclaration catégorique exprime la position que se défait en certitude. Car privé du soutien actif du prolétariat international, il est condamné à périr sous les coups de Wall-Street et du Kremlin.

Mars a démontré la nécessité de l'Internationale Révolutionnaire. Lénine, rompant avec la II<sup>e</sup> Internationale pourvue par le chauvinisme et l'opportuniste, ouvrit la lutte pour une nouvelle Internationale. Il ne pouvait être même ébauché par l'idée que la lutte pour la dictature du prolétariat est l'affaire de chaque prolétariat national, enfermé dans les limites de chaque Etat. A notre époque de décapitation du monde impérialiste, il est visible même pour le plus myope que la Révolution est une affaire internationale et mondiale de même que la crise du capitalisme est une crise internationale et mondiale, de même encore que LA SEULE REALITE économique est le marché mondial.

Si cela est vrai, la stratégie révolutionnaire ne peut être qu'internationale et les partis révolutionnaires ne peuvent être qu'un PARTI MONDIAL, une Internationale révolutionnaire.

Djilas ignore pas ces évidences. En effet,

3.000 francs pour tous

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

racher d'augmentation de salaires. Si les tulle-tes de Calais ont obtenu 10 francs de l'heure, les textiles de Caudry 8 fr. 50, les uns et les autres n'en ont pas réglé pour autant la question de leur pouvoir d'achat. N'ayant pas même les 3.000 francs mensuels d'acompte pour tous, il leur faudrait encore combattre pour les obtenir.

Ces résultats ont été acquis — face à l'offensive patronale — parce que l'unité d'action avait été préalablement réalisée. Par contre, l'exemple des textiles du Nord où les dirigeants cégétistes, seuls, prétendaient déclencher, donc diriger la lutte, a été beaucoup moins concluant.

La démonstration est faite. Etroitement unis, sur des revendications précises et limitées, les ouvriers peuvent faire échec dans telle entreprise ou corporation à l'offensive de leurs exploitateurs.

Mais ils ne peuvent pas régler, isolément, le problème qui préoccupe toute la classe ouvrière de ce pays: obtenir des salaires « décents », imposer un véritable minimum vital et le garantir tout économiquement que politiquement.

L'unité d'action et la Grève Générale

Le manifeste que vient de publier la C.G.T. met au premier plan de son programme:

« Indemnité provisoire de 3.000 fr. pour tous et chaque mois. » Cette revendication intéresse tous les travailleurs. Etant EGALÉ POUR TOUS, elle ne les divise pas plus qu'elle ne fait que les unir.

Mais sur une question aussi importante, les patrons sont trop unis pour être successivement battus isolément.

SEULE UNE LUTTE GÉNÉRALISÉE PEUT ARRACHER LES 3.000 FRANCS D'ACOMPTE. Et seule une véritable unité d'action débordant les frontières des usines et des corporations peut réaliser les conditions indispensables à la victoire d'une grève générale.

L'attitude des dirigeants ouvriers

Les chefs de la C.G.T. viennent de saisir l'ensemble des ouvriers de leurs propositions aux autres Confédérations de réaliser un Cartel National d'Action. Leur objectif serait de faire peser sur les autres directions réticentes ou hostiles — en particulier F.O. — la pression de leurs propres adhérents pour réaliser un tel Cartel. Les seuls moyens de le déclencher cette pression consistant à dire: « Nous voulons réaliser ce Cartel pour organiser la grève générale, seule capable de conduire à la victoire. Mais à ce sujet, ils sont plus que circonspects, parce qu'ils ne veulent ni préparer ni déclencher une lutte susceptible de mettre le régime en péril, ils veulent seulement amener ce régime à plus de compréhension à l'égard du prolétariat.

Les dirigeants F.O. sont, eux, carrément hostiles à l'unité d'action avec la C.G.T. maladroite en bloc d'Organisation fasciste (F.O. du 27-10). Le soutien des ministres socialistes et les pressions des autres dirigeants ouvriers. Toutefois, la volonté de voir un combat général s'engager anime une grande partie de leurs militants de base. Pour lui trouver un exutoire, ils sortent de leur sac à chimères la « menace » de grève générale de 24 heures. Mais cette fanfaronnade n'est qu'un piège tendant à délégitimer par la seule C.G.T.-F.O., elle respectant de faire plus que de ridiculiser cette dernière, elle requiert de porter un nouveau coup qui accélérerait la démolition des rangs ouvriers.

Quant aux traditionnels janssés qui conduisent la C.F.T.C. ils ont la posture telle dans cette lutte d'empoigne. C'est à qui rivalisera d'attentions pour obtenir le concours de cette « ligue » organisation. Leur « correcte attitude » sur ce terrain ne les engage à rien. Elle ne peut que rallier quelques « brebis égarées ».

Comment arracher la victoire

L'unité d'action ne se réalisera pas par la bonne volonté commune des chefs: leurs intérêts sont trop divergents.

L'unité d'action effective doit être imposée par les travailleurs eux-mêmes, malgré les interdictions ou les restrictions des chefs. Réaliser l'unité d'action, c'est d'abord rendre la confiance à tous les ouvriers dans leurs propres luttes jusqu'ici trahies par leur direction.

Pour cela, il leur faut décider eux-mêmes de leurs revendications, des moyens de leur être appliqués, choisir ceux qu'ils souhaitent de leur confiance pour les diriger dans leur combat.

Pour cela, il leur faut déborder cette démocratie de l'extérieur des appareils syndicaux, des catégories et des corporations.

Diés des travailleurs se sont regroupés tant dans les Syndicats que par-delà les frontières de ceux-ci.

Il n'est qu'une seule et grande solution: montrer aux travailleurs que tout est possible, s'ils ne font confiance qu'à eux-mêmes. C'est la seule possibilité de réaliser et d'imposer l'unité d'action.

Les 3.000 francs sont au bout de cette action et ils ouvrent la voie sur le grand combat de la classe ouvrière pour ses conditions de vie comme pour son pouvoir.

Le prochain numéro de "La Vérité" paraîtra le 2 Décembre 1949

SUR LE FRONT OUVRIER

La Conférence du

Cartel d'Unité Syndicale

CONSTITUÉE l'année dernière, le Cartel s'est réuni en conférence nationale les 12 et 13 novembre. Participant à cette conférence la minorité C.G.T.-F.O. qui est majoritaire dans le Maine-et-Loire, la Fédération du Rail C.N.T., l'École Emancipée, la Fédération Nationale des Syndicats autonomes, l'Unité Syndicale et des observateurs de la direction C.N.T. et du Syndicat démocratique de chez Renault.

Rapport d'activité et revendications

Malgré nombre d'insuffisances dues au manque de moyens matériels et à des difficultés de coordination, l'existence même du Cartel a démontré la possibilité d'une collaboration entre les courants les plus divers du syndicalisme dans le cadre de la plus large démocratie.

Le rapport sur les revendications se concrétise par le vote d'une résolution qui comporte un véritable minimum vital pour tous y compris vieux et chômeurs sur la base du salaire d'achat de 1938, échelle mobile, pouvoir d'achat de la hiérarchie, lutte contre le chômage par retour aux 40 heures et constitution de fonds de chômage gérés par les chômeurs eux-mêmes.

Le débat sur l'orientation

Deux conceptions s'affrontaient. L'une préconisée par le rapporteur Grant et la Fédération Nationale Syndicale Autonome s'orientait vers la constitution d'une nouvelle Centrale Syndicale nécessaire par

le discrédit des organisations actuelles, le manque de moyens matériels, la nécessité de regrouper les inorganisés et de briser l'isolement de nombreux Syndicats autonomes qui pourraient les faire tomber dans le corporatisme.

L'autre, défendue par l'Unité Syndicale (LeFèvre) et l'École Emancipée (Vallière), s'appuyait à la constitution de cette nouvelle Centrale qui n'apparaîtrait aux yeux des travailleurs que comme une division supplémentaire. La tâche du Cartel est, pour faire face à l'offensive patronale, d'œuvrer à la constitution d'une véritable unité d'action démocratique. Pour cela, le Cartel doit militer pour la constitution à la base de Comités d'unité d'action élus et contrôlés en permanence par tous les travailleurs.

Perrier, représentant F.O. de l'U.D. du Maine-et-Loire, expliquait comment il avait pu réaliser l'unité d'action dans sa région, malgré les dirigeants de tradition qui ont à la tête de sa propre Confédération.

Joyeux (C.N.T.), après avoir regretté l'impossibilité où se trouve la C.N.T. de regrouper en son sein l'ensemble des travailleurs, s'opposa lui aussi à la constitution d'une nouvelle Centrale.

La résolution finale constate que tout appel à réaliser l'unité en entrant dans telle ou telle Centrale est voué à l'échec, que l'unité d'action ne peut se constituer que démocratiquement et invite les militants à constituer des groupes à la base pour œuvrer à la réalisation de ce front unique.

En outre, le Cartel a décidé de se transformer en « Comité National provisoire d'Unité Syndicale ». S. JUST.

HENRI RAYNAUD DEMISSIONNE

HENRI Raynaud vient de démissionner de la présidence du bureau de la Fédération Nationale des Organisations de Sécurité Sociale qu'il occupait depuis des années. Raynaud a eu bien raison de poser les revendications ouvrières en ce qui concerne la Sécurité Sociale: paiement à 100 % des frais médicaux et pharmaceutiques, éviction des éléments patronaux des organismes de direction des Caisses (Conseils d'Administration). Mais Henri Raynaud et ses amis collaborent, depuis l'origine de la Sécurité Sociale, avec les patrons, les mutualistes, les familiaux, les chrétiens, les représentants de l'Etat bourgeois, à une direction qui a fait avaler aux travailleurs des réductions progressives de leurs malheurs « remboursements », tout en laissant au patronat les 50 milliards dus à la Sécurité Sociale et prélèvements sur les salaires ouvriers!

Henri Raynaud, avec ses amis, a été pendant trois ans lié aux actes de la bureaucratie dirigeante de la Sécurité Sociale (Forciveur, C. F. T. C., Patronat) à son rôle de paravent à l'acrobatie de droits des assurés (journal d'hôpital payé 2.000, remboursé 1.600, etc.) réalisée par tous les ministres, Croizat et Daniel Mayer compris. Pendant des années, ils n'ont pas utilisé leurs postes d'administrateurs « ouvriers » pour dénoncer et combattre la fraude « Sécurité Sociale » de la bourgeoisie, carouffage commode de la rapacité du capitalisme et de l'Etat bourgeois.

(La charité faite au nom de la « grande réforme » avec les sous des travailleurs!)

Pendant des années, au contraire, ils ont tous joué le jeu en posant aux « bons gestionnaires » de cet appareil. Sur le dos du personnel, ils ont fait croire en son nom que patrons, le travail au rendement et l'assiduité mesurée au chronomètre) et en accord avec les représentants patronaux, ils tentaient d'obtenir de nouveaux titres de « gloire » utilisables pour la publicité de leur politique. Bien entendu, toutes les « économies » qu'ils ont réalisées en ce qui concerne l'Etat, faisaient faire aux Caisses le salut au Patronat. Chaque jour, de nouvelles circulaires ministérielles arrivaient pour, grâce à l'appareil géré par M. Raynaud, restreindre les droits des assurés et surexploiter un peu plus le personnel de la Sécurité Sociale.

Voilà que les élections approchent dans la Sécurité Sociale. Ces élections rappellent un bien mauvais souvenir à ces messieurs les bureaucrates syndicaux. Aux précédentes, à celles dont ils ont trafiqué les résultats, pour être aujourd'hui en mesure de « présider », les électeurs avaient rayé les grands chefs, aussi bien les Capozzi que les Raynaud, qui avaient ainsi en leur sein que les ministres comme les employés de la Sécurité Sociale qui ont, depuis, bien davantage pâti sous la gestion des « grands » diversitaires syndicaux et patronaux en ont assez et Henri Raynaud, prudent, prépare sa campagne électorale.

Il démissionne, à « moins cinq », sur un programme sur lequel il était jusqu'ici resté bouche cousue. Les travailleurs qui ne peuvent qu'apprécier ce nouveau programme, le feront leur. Pour le réaliser, ils ne peuvent que combattre aux prochaines élections les candidats des bureaucrates C.F.T.C., F.O. ou C.G.T. qui ont depuis des années mené ensemble pour faire tout le contraire à la direction de la Sécurité Sociale.

Ce que veulent les travailleurs, c'est élargir constamment les prestations que leur doit la Sécurité Sociale, cela aux frais du patronat et non en prélevant sur leurs propres salaires. Ce que veulent les travailleurs, c'est que cela n'est possible que s'ils sont assez unis et s'ils engagent un combat général contre

le patronat. Ils ont vu que ce n'est pas la politique des Raynaud et Cie qui peut les conduire victorieusement dans cette voie: les « acrobates » électorales n'y changent rien. Les travailleurs exigent à la Sécurité Sociale comme partout que ceux d'entre eux qui doivent contrôler les Caisses de Sécurité Sociale soient démocratiquement désignés par eux seuls, soumis à leur contrôle permanent, et non « choisis » par les bureaucrates syndicaux.

R. DUMONT, Administrateur ouvrier de la Caisse locale n° 9.

A l'Union Départementale (C. G. T.) de la Région Parisienne INQUIÈTE DEVANT LA BAISSÉ DES EFFECTIFS

Le Comité général de l'Union des Syndicats de la Région Parisienne C.G.T. qui a été tenu les 6 et 7 novembre, a traduit l'inquiétude grandissante des dirigeants de la C.G.T. devant la diminution continue et sensible des effectifs.

Les dirigeants de la C.G.T. ne veulent pas admettre que la politique qu'ils mènent ne soit l'une des causes de travailleurs et qu'elle ne fait que les mener à des échecs depuis deux ans, cherchant ailleurs la cause de l'indifférence des masses. Pour eux, ce sont les militants de la base qui ne font pas consciencieusement leur travail. Le remède: harceler ces militants pour qu'ils poussent à l'action. Et pourtant, les militants de la base font leur travail. Mais quel crédit peuvent-ils avoir auprès des ouvriers lorsque pour obéir aux consignes, ils sont obligés de défendre la hiérarchie des salaires par exemple.

Et ce Comité général, qui a montré encore une fois, la C.G.T. est toujours attachée à la défense de la hiérarchie des salaires.

Un autre problème qui a retenu l'attention du Comité général, c'est le problème de la lutte pour la Paix. Benoit Frachon a demandé, à l'exemple des dockers de Marseille, qu'on envisage et qu'on mette sur pied les moyens propres à empêcher l'envoi d'armes et matériel de guerre en Indochine. On se demande pourquoi B. Frachon a attendu 4 ans pour envisager ces moyens de lutte effective contre la guerre.

RABCOR

« L'Humanité » vient de créer une page hebdomadaire rédigée par les travailleurs eux-mêmes. C'est un signe des temps! Toi qui milites dans ton Syndicat, ton bureau ou ton atelier, tu sais à quel point tu es intéressé à la spontanéité de ces « informateurs » prêts à s'écraser la poitrine pour mieux justifier les chefs infallibles. Tu sais au contraire qu'en nous communiquant tes soucis, tes expériences et tes luttes, tu contribues par tes informations à la construction du parti de la Révolution. Ecris-nous!

Les raisons et les leçons d'une défaite

LA LIQUIDATION DES ENTREPRISES AÉRONAUTIQUES (FIN)

Le jour du vote à l'Assemblée Nationale sur la fermeture de la S.N.C.A.C., la C.G.T. convoque une manifestation rue de Varenne. Mais au lieu d'appeler tous les travailleurs à en faire une manifestation de masse, elle fait seulement appel à des délégations.

C'est le coup de grâce. Devant un important déploiement de forces policières, les travailleurs découragés, écoutent GARN prononcer l'oraison funèbre du mouvement: « ...Maintenant, vous allez rentrer dans vos usines, faire le compte rendu des délégations au personnel. Avec vos organisations syndicales respectives, vous allez envisager les mesures qui s'imposent pour exiger du travail et du pain... »

Le 16 juillet, Braumont rappelait qu'il n'était pas question pour le moment d'appeler les ouvriers de toutes les usines d'aéronautique, mais ceux de l'ensemble de la métallurgie, à manifester lundi leur solidarité envers les camarades des usines de la S.N.C.A.C. Déjà, les choses vont se précipiter.

Le 18 juillet, les travailleurs de la S. N. C. A. C. trouvent au retour des vacances leurs usines occupées par les flics.

Les dirigeants se contentent, pour toute action, de leur dire de revenir le lendemain matin.

C'est maintenant au tour de la S. N. E. C. M. A. Là aussi il y aura des débrayages des délégations aux maires du XIII<sup>e</sup> ou de Genevilliers, des défilés de tracteurs à Argenteuil et un nouveau discours Marty à la Chambre.

Le 5 août, au départ des vacances, 7.000 nouveaux travailleurs sont licenciés. La S. N. E. C. M. A. (Argenteuil), la S.N.C.A.S.O. (Suresnes et Bordeaux), la S.N.C.A.C. (Boulogne et Châteaufort) sont fermés.

Le 6 août, les tanks occupent l'usine d'Argenteuil pour attendre le retour de vacances ou personnel.

Celui-ci, de retour le 23 août, n'a plus qu'à constater amèrement sa défaite et se diriger vers le bureau de chômage.

Au travers de ces défaites, les travailleurs de l'aéronautique ont compris dans leur très grande majorité la trahison de ces dirigeants qui se sont bien gardés de les diriger.

Il s'avent bien que cette défaite n'est pas le fruit « d'erreurs » de tactique, pas plus que le « rendez vous armés » de Thorez en 1944 n'était un erreur, pas plus que Jouhaux et Frachon ne se sont trompés en novembre 1947 ou pendant la grève des mineurs.

Ils ne se trompent pas. Ils ne pouvaient pas, avec la véritable raison, ils ne pouvaient pas plus enlever à la victoire les gars de l'aviation que les mineurs. Parce que, pour vaincre, il fallait à comme ailleurs un combat dont l'ampleur mette en cause le régime lui-même. Et dans le régime capitaliste, Jou-

Titularisation des auxiliaires

EN avril dernier, un projet de loi « portant sur l'autorisation de transformation d'emplois et réforme de l'auxiliaire » était déposé sur le bureau de l'Assemblée Nationale.

Notablement amélioré par la Commission de l'Intérieur sur la base d'un contre-projet adressé par le Comité de coordination C. G. T.-Autonomes, ce texte vient d'être discuté et voté, à l'unanimité, par l'Assemblée, le 10 novembre, non sans avoir été quelque peu floué au cours de la séance, par le procédé des amendements.

Que penser de cette loi? La logique eût voulu que tous les auxiliaires (ils sont 150.000) fussent titularisés et que leur intégration dans les cadres normaux se fasse pour tous, avec un avantage pécuniaire immédiat et surtout une ancienneté mondée: trois ans, par exemple, comme le prévoit le contre-projet C.G.T.-Autonomes (le recrutement est pratiquement arrêté depuis deux ans).

Or, en réalité, le délai de sept ans adopté écarte de nombreux auxiliaires du bénéfice de la réforme qui, d'autre part, ne s'appliquera pratiquement pas aux administrations provinciales, comme la Reconstruction notamment.

Mais l'échec subi par le gouvernement sur la question des crédits signifie seulement qu'en juillet ou septembre prochain de nouveaux crédits pourront être demandés, mais n'implique nullement qu'ils seront accordés par l'Assemblée et que la titularisation des auxiliaires n'aboutira pas ainsi à de nouveaux licenciements.

Bien que les organes syndicaux aient lamentablement traité, depuis plusieurs mois, le problème des auxiliaires, aucune agitation réelle n'a été suscitée en vue d'obtenir une véritable suppression de l'auxiliaire. Notons le beau zèle déployé par le groupe parlementaire du P.C.F.: notons aussi des essais d'unité d'action pour l'envoi de délégations de masse, la veille du vote, tentés par l'U. G. F. E. En fait, il eût fallu imposer une vigoureuse campagne d'unité d'action sur le mot d'ordre:

havers possédé trop d'actions pour vouloir le renverser. Quant à Frachon, il a ceci de commun avec Jouhaux qu'il n'a jamais envisagé le renversement du pouvoir bourgeois par l'action des travailleurs. Pour lui, la révolution, c'est l'armée rouge à Paris! En attendant ces révolutions, les travailleurs doivent se limiter à faire de l'agitation. Toutes ses luttes n'ont d'intérêt que dans la mesure où elles permettent d'appuyer la diplomatie du Kremlin.

Si elles vont trop loin ou si elles sont contraires à cette tactique, alors c'est tout simple: on les brise.

Que faire aujourd'hui ?

Maintenant que des milliers de gars de l'aéronautique sont licenciés, peut-on recueillir les morceaux? Ceux qui restent, peuvent-ils se réunir et, en considération de la trahison passée, remettre tout en question? Nous ne pensons plus maintenant sur leur faiblesse numérique, que les travailleurs de l'aviation puissent seuls engager une lutte victorieuse.

Mais ils ont un rôle décisif à remplir. Ils sont parmi ceux qui ont le mieux compris qu'avec ses directions actuelles, la classe ouvrière de ce pays ne peut connaître que des défaites de plus en plus pénibles.

Il doivent aujourd'hui comme dans le passé donner l'exemple. En montrant aux travailleurs qu'ils ne doivent plus faire confiance qu'à eux-mêmes, en créant leur nouvelle direction directement sortie de leurs rangs et contrôlée par eux en permanence, ils traceront la voie du redressement.

En se regroupant sans distinction de formations tactiques que syndicales, en prenant contact avec les autres usines et les autres corporations sur un programme de revendications unitaires, ils contribueront activement à la préparation de la grève générale et victorieuse de toute la classe ouvrière.

A ce prix, leur pénible expérience n'aura pas été vaine. L. B.

UN CHEF-D'ŒUVRE DE BUREAUCRATISME: LA CONSTITUTION DU SYNDICAT RENAULT

Le samedi 29 octobre s'est tenu, au local de l'intersyndicale de Boulogne-Billancourt, le Congrès constitutif du Syndicat C.G.T. Renault.

C'est dans la semaine même de sa constitution que les ouvriers de chez Renault furent prévenus de cet événement.

Et ceci nous permet de comprendre le caractère bureaucratique de la préparation de ce Congrès.

En effet, très peu, ou pas d'Assemblées générales syndicales furent convoquées, ce qui ne permit qu'à peu d'ouvriers de s'exprimer sur cette question.

Beaucoup d'ouvriers ignorent les raisons fondamentales de cette transformation en Syndicat à l'A.O.C., une Assemblée groupant une trentaine de travailleurs sur 2.000 que compte ce département, fut convoquée la veille du Congrès. Les travailleurs furent presque tous mis devant le fait accompli.

Au département 138, aucune Assemblée générale. Sans plus d'explication!

A la 4 CV, 14 ouvriers étaient rassemblés.

A ce Congrès, Linet, dans son rapport d'action, devait expliquer la grande disproportion qui existe entre les syndicats et les ouvriers de l'usine.

12.000 syndiqués, cotisants, sont au Syndicat Renault, nous dit-il.

Les interventions des délégués exposèrent tous la fatigue, la démolition des ouvriers devant tant et tant de débrayages partiels.

Le délégué du département 88 expliqua que ces débrayages fatiguent la masse et donna l'exemple de son département où très peu d'ouvriers débrayèrent contre Jules Moch et où même des délégués staliniens incitèrent les travailleurs à ne pas débrayer.

« Un camarade de la tendance Unité Syndicale put s'exprimer à ce Congrès.

C'est pour une lutte effective pour la paix, et ceci en combattant la guerre qui existe au Viet-Nam, qu'intervint ce camarade. Il dénonça les procédés de vote pour la paix inefficace et qui donnent l'illusion aux ouvriers qu'ils peuvent obtenir celle-ci avec un vote.

C'est en lutant contre notre propre capitalisme qu'on prépare la paix, déclara-t-il.

Sur deux résolutions Unité Syndicale présentées par les camarades de la tendance, résolutions qui avaient été votées à l'unanimité en Assemblée générale de l'A.O.C., le rapporteur pour ce département se souffra.

Use de ces résolutions expliquant la nécessité de former des Comités Unité d'Action à la base et permanents. Par son « omission » volontaire, le rapporteur n'a en fait toute Unité d'Action à la base et n'attendit que celle menée par les hauts sommets du syndicalisme.

Les ouvriers ne sont pas unis, mais Jouhaux, Boulaudoux et Frachon le sont, quelle importance cela a-t-il! Pour éliminer ce chef-d'œuvre de bureaucratisme, un délégué des cadres expliqua les avantages qu'ont les ouvriers avec la défense de la hiérarchie. Comment les chefs de département et autres profiteurs de cette hiérarchie peuvent rire.

Quant aux ouvriers, ils comprennent qu'on se moque d'eux et que toute la poignée suscitée par la hiérarchie ne leur en mettra pas plus dans leur porte-monnaie qu'ils ne dégonflent tous les jours.

Un Congrès pour les bureaucrates, oui; pour les ouvriers, non. RABCOR.